

Un discours antisocial, ultralibéral et autoritaire

Communiqué Union syndicale Solidaires

Le discours de politique générale à l'Assemblée Nationale de G. Attal renforce une politique libérale, dure et autoritaire qui ne cède aucune place à une quelconque remise en cause des effets délétères de 7 années de politique Macron.

Si le 1er ministre « voit une société qui se perd quand elle doute d'elle-même et de ses capacités », il omet d'en nommer les causes.

S'il voit les crises qui s'enchaînent et assure y répondre méthodiquement, il omet le fait générateur, et pire, enlise sa politique générale libérale dans un mythe de sauveur, de reconquête de la souveraineté de la France, en faisant la part belle aux idées d'extrême-droite dont le gouvernement cherche à conquérir les voix.

Réarmer et réinstaurer respect et autorité sont les mots qui prévalent à toute action du gouvernement qu'elle soit "sociale", éducative, écologique. Il répond aux soi-disant aspirations de la jeunesse par des mesures qui s'inspirent de politiques archaïques avec le retour de l'uniforme à l'école, la mise en place de travaux d'intérêt éducatif pour les mineur·es de moins de 16 ans .La réforme de l'école est annoncée d'ici mars, sur la base du " respect de l'autorité", sanctions à l'appui , et de la mise en place de groupes de niveaux. Le SNU est généralisé.

Le gouvernement annonce libérer le travail, libérer les entreprises, simplifier les normes. Un vieux discours en soi..

Le travail est glorifié, les "inactifs" sont pourfendus (il faut combattre "les trappes à inactivité"). Le 1er Ministre parle de déverrouiller le travail avec la semaine de 4 jours sans RTT (et l'Etat devra montrer l'exemple) , le Compte Epargne Temps "universel " qui permettrait de travailler plus à un moment de la vie et moins à d'autres". On est loin d'un réel partage du temps de travail sans perte de salaires !

Les mains libres seront données aux entreprises avec une nouvelle réforme du droit du travail (négociations directement entreprise par entreprise), tandis qu'un complément de la réforme assurance chômage est attendu pour les seniors.

Attal se félicite des réformes ignobles, racistes que sont les lois immigration, le pacte asile et immigration et annonce la réforme de l'AME, considérant qu'elles protègent notre pays.

Son discours divise la société un peu plus en mettant dos à dos celle qui travaille, avec des valeurs de mérite, d'efforts et de volonté d'entreprendre à celle qui est en privée !

Pour Solidaires, considérer aller plus vite et plus loin dans des réformes qui affectent les solidarités, le modèle social, qui réduit les inégalités, ne répond ni aux crises sociales, ni aux attentes profondes.

Si le discours alloué aux services publics se voulait rassurant et fédérateur, on déchant vite avec l'annonce du mérite intégré dans la rémunération des fonctionnaires et une réforme de la fonction publique au début du second semestre.

Sur les enjeux climatiques et la transition écologique, l'action du gouvernement repose sur une fausse vérité : S'il loue la baisse des GES depuis 2017 comme jamais auparavant (grâce à la primauté absolue donnée au nucléaire), il en oublie la cause : un effet majeur et marquant d'un confinement mondial face à la Covid, et en rien un impact d'une quelconque planification écologique (tellement insuffisante), née bien plus tard et dont les bienfaits restent à vérifier.

Conclusion:

Toujours pas d'annonces concrètes sur les nécessaires revalorisations salariales (tout juste une ébauche sur les bas salaires et un début pour les infirmières scolaires..), rien de substantiel sur une agriculture qui respecte les paysan-nes et l'environnement.

Concernant le logement, on annonce un " choc d'offre " notamment en simplifiant les normes (30 000 logements annoncés) : mais quel effort budgétaire de l'Etat puisque le 1er ministre annonce dans le même temps des baisses d'impôts et des économies budgétaires ?

Par contre c'est la confirmation des politiques qui culpabilisent les plus précaires généralisation des 15h pour le RSA, suppression de l'allocation spécifique de solidarité pour les chômeurs en fin de droit, réforme de l'AME, internat pour les petits délinquants..

Lancé dans une course électorale qui fait la part belle aux idées d'extrême droite, ce gouvernement n'a toujours pas pris la mesure de l'attente des travailleurs et travailleuses, des paysan-nes, chômeur-euses, étudiant-es... et la situation de précarité qui se généralise après des années de politiques libérales.

Glorifier les profs, l'hôpital, ou les mères célibataires etc ne suffit plus à masquer la réalité de cette politique.

Solidaires appelle à se mobiliser dans les entreprises, les administrations, la rue, pour faire entendre l'impératif d'un changement radical pour vivre et non survivre !